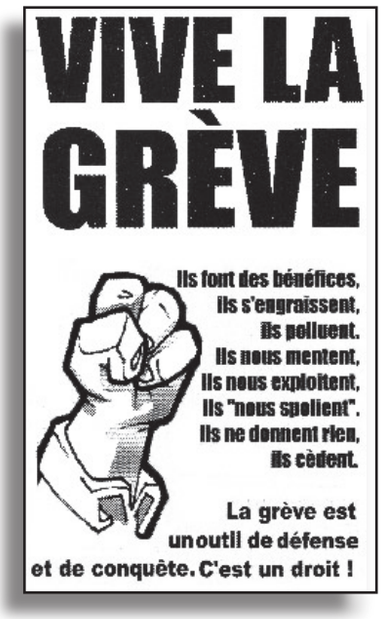
Sortir de la crise, c'est en finir avec l'exploitation!



Des mesurettes pour éviter la contestation globale du système, telle est la politique des gouvernements des pays du G20, telle est celle du gouvernement français. En prime, la volonté de Sarkozy de diviser, isoler et étouffer les résistances sociales, rassembler un "parti de la peur".

Notre réponse : unité et mobilisation pour des alternatives, car cette crise est celle du capitalisme, et non celle de quelques excès de financiers imprudents.

La suppression de la Taxe professionnelle, les exonérations de cotisations sociales, la "relance par l'investissement", sont autant de cadeaux à un patronat qui multiplie les licenciements, le chômage partiel pour maintenir de substantiels dividendes.

Les quelques mesures prises pour "moraliser" le système, telles que le non versement de bonus de tel ou tel patron ou le plafonnement des salaires des dirigeants comme aux Pays-Bas ou aux États-Unis, sont symboliques.

La crise du système est le résultat de la compression des salaires et de l'explosion des profits. Pour nombre d'entre nous, il faut s'endetter pour vivre décemment et cet endettement a fait les bénéfices des entreprises. Lorsque cet endettement n'est plus supportable (crédits "subprimes"), c'est le système qui entre en crise.

Pour relancer l'économie, les gouvernements remplacent l'endettement des ménages par l'endettement des États. Jusqu'à quand allons-nous accepter de nous endetter collectivement pour le plus grand profit des actionnaires ?

Allons nous attendre que, demain, le système de protection sociale soit définitivement démantelé, et les services publics liquidés, pour éponger la dette publique ?

Jusqu'à quand allons-nous accepter de nous endetter collectivement pour le plus grand profit des actionnaires ?

Nous n'en sortirons que par la redistribution et le partage des richesses.

Cela passe par des mesures d'urgence :

• **la nationalisation des banques** et des établissements financiers, sous contrôle populaire ;

• **le maintien intégral des salaires** et des droits sociaux pour les salariés en chômage technique, le financement devant être assuré par le patronat et les actionnaires et non mis à la charge de la collectivité;

• **la hausse substantielle des minimas sociaux** et des plus bas salaires ;

• **Une réduction forte du temps de travail ;**

• **Le droit de veto des travailleurs sur les licenciements ;**

Ces mesures remettent en cause les profits des entreprises ? Travailleurs, usagers, citoyens, prenons en main la direction de ces entreprises pour **permettre l'émergence d'une société humaine et écologique qui permettra :**

• **un revenu décent pour toutes et tous ;**

• **une reconversion ou une mutation progressive de secteurs comme l'industrie automobile** dans une démarche sociale et écologiste.

L'heure est à la mobilisation sociale, à l'unité dans les luttes.
Le capitalisme est victime de sa logique : faisons lui payer sa crise !

Pour prendre contact avec les Alternatifs

Nom : ..... **Prénom :** .....
Adresse : .....
.....
.....

Je prends contact avec les Alternatifs

A renvoyer aux ALternatifs,40, rue de Malte 75011 Paris, ou par courriel : contacts @alternatifs.org.